

Audience publique du 22 juillet 2009

Recours formé par
Monsieur ...,
contre une décision de la Commission des Cartes de presse du Conseil de Presse,
en matière de presse

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 24405 du rôle, déposée le 22 mai 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Joëlle Pierret, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du 31 mars 2008 par laquelle la Commission des Cartes de presse du Conseil de Presse a refusé de lui délivrer une carte de journaliste au titre de l'année 2008 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Roland Funk, demeurant à Luxembourg, du 3 juin 2008, portant signification de ce recours au Conseil de Presse, ayant son siège à L-1728 Luxembourg, 24, rue Marché aux-Herbes, représenté par son président actuellement en fonctions ;

Vu la constitution d'avocat déposée par Maître Nicolas Decker, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des Avocats à Luxembourg, au greffe du tribunal administratif en date du 11 juin 2008 pour compte de la Commission des Cartes de presse, sinon subsidiairement pour compte du Conseil de Presse ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 27 octobre 2008 par Maître Nicolas Decker pour compte de la Commission des Cartes de presse, sinon subsidiairement pour compte du Conseil de Presse ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 21 novembre 2008 par Maître Joëlle Pierret pour compte de Monsieur ... ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 18 décembre 2008 par Maître Nicolas Decker pour compte de la Commission des Cartes de presse, sinon subsidiairement pour compte du Conseil de Presse ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Joëlle Pierret et Maître Arnaldina Ferreira Da Silva, en remplacement de Maître Nicolas Decker, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 2 février 2009 ;

Vu le mémoire additionnel déposé au greffe du tribunal administratif le 2 mars 2009 par Maître Nicolas Decker pour compte de la Commission des Cartes de presse, sinon subsidiairement pour compte du Conseil de Presse ;

Vu le mémoire additionnel déposé au greffe du tribunal administratif le 13 mars 2009 par Maître Joëlle Pierret pour compte de Monsieur ... ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Maître Joëlle Pierret et Maître Arnaldina Ferreira Da Silva, en remplacement de Maître Nicolas Decker, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 23 mars 2009.

Déjà titulaire d'une carte de presse, Monsieur ... se vit adresser le 7 décembre 2007 par la Commission des Cartes de presse du Conseil de Presse, dans le cadre de la révision annuelle de la liste des journalistes, une demande écrite de précisions sur son emploi actuel dans le domaine journalistique. L'intéressé fournit sa réponse par courrier électronique en date du 12 décembre 2007.

Par lettre recommandée du 31 mars 2008, la Commission des Cartes de presse du Conseil de Presse s'adressa à Monsieur ... en les termes suivants :

« Dans le cadre de la révision annuelle de la liste des journalistes officiellement reconnus au Grand-Duché de Luxembourg, la commission des cartes du Conseil de Presse vous avait demandé des renseignements précis sur votre emploi actuel dans le domaine journalistique.

Sur base des données que vous avez fournies par courriel, la commission des cartes a décidé de ne pas vous délivrer la carte de journaliste pour 2008. Ceci pour le motif que vous ne remplissez pas les conditions énoncées dans les articles 3,6 et 31 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, notamment en ce qui concerne votre activité principale comme chargé d'éducation au Lycée Michel Rodange à Luxembourg. Les membres de la commission ont, en effet, estimé que la réalisation d'émissions comme „Schüler-Radio" et „Schüler-TV" avec des étudiants dans le cadre d'un établissement d'enseignement secondaire de même que vos activités accessoires ne constituent pas un travail journalistique auprès ou pour le compte d'un éditeur telle que la loi précitée définit celui-ci dans son article 3,3.

À toutes fins utiles, nous tenons à vous rendre attentif au fait que, si vous estimez que la décision de la commission des cartes n'est pas juste, vous disposez selon l'article 29 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias d'un moyen de recours devant le tribunal administratif. Ce recours en réformation doit être introduit par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente. »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 22 mai 2008, Monsieur ... a fait introduire un recours en réformation, sinon en annulation contre la décision précitée de la Commission des Cartes de presse du Conseil de Presse.

Il convient tout d'abord d'analyser la question de l'admissibilité du mémoire en réponse déposé le 27 octobre 2008 par Maître Decker pour le compte de la Commission des Cartes, sinon subsidiairement pour le compte du Conseil de Presse, telle que cette question a été soulevée d'office par le tribunal à l'audience des plaidoiries du 2 février 2009, au vu des arrêts (nos 24568C, 24569C et 24570C du rôle) rendus le 15 janvier 2009 par la Cour administrative, qui a retenu que ni le Conseil de Presse, ni son émanation, la Commission des Cartes de presse, ne revêt la personnalité juridique, mais que le Conseil de Presse constitue un organe de l'Etat. Les parties ont été autorisées à prendre position sur cette question par un mémoire supplémentaire dans des délais fixés par le tribunal.

Dans son mémoire supplémentaire, déposé au greffe du tribunal administratif le 2 mars 2009, Maître Decker expose que ses mandants, la Commission des Cartes de presse et le Conseil de Presse, n'auraient eu connaissance de l'introduction d'un recours par Monsieur ... que lors de la signification dudit recours par exploit d'huissier au siège du Conseil de Presse en date du 3 juin 2008. La requête introductive d'instance aurait bien été déposée au greffe du tribunal administratif en date du 22 mai 2008 et elle aurait été continuée par les soins du greffe à l'Etat, mais l'Etat n'aurait pas continué la requête au Conseil de Presse et il ne se serait pas constitué pour le Conseil de Presse.

Il précise encore qu'au moment de l'introduction du recours en date du 22 mai 2008, la Cour administrative n'avait pas encore statué sur la qualité revêtue par le Conseil de Presse et que ses mandants auraient légitimement pu croire que la Cour administrative allait réformer les jugements rendus le 28 mai 2008 par lesquels le tribunal administratif avait qualifié le Conseil de Presse comme organe de l'Etat. Il invoque ensuite l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme pour soutenir que ses mandants devraient se voir accorder le droit de suivre les débats et de défendre leurs droits. Il fait valoir qu'une personne ne pourrait pas être jugée par défaut, si elle n'avait pas renoncé de manière non équivoque à son droit de comparaître et de se défendre. Or, en l'espèce, le Conseil de Presse se serait présenté et des mémoires en réponse et en duplique auraient été déposés pour son compte, de sorte que le tribunal ne pourrait pas retenir que le Conseil de Presse aurait renoncé à son droit de comparaître et de se défendre, sans méconnaître les dispositions de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Il s'ensuivrait que le point de départ du délai pour communiquer le mémoire en réponse serait la date à laquelle le Conseil de Presse, « *même en tant qu'organe de l'Etat* », se serait vu signifier la requête introductive d'instance par exploit d'huissier.

Le demandeur soutient, dans son mémoire supplémentaire déposé au greffe du tribunal administratif le 13 mars 2009, que dans la mesure où la loi modifiée du 20 décembre 1979 relative à la reconnaissance et à la protection du titre professionnel de journaliste, respectivement la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, ci-après dénommée « loi du 8 juin 2004 », ne préciseraient pas quelle est la qualité revêtue par le Conseil de Presse et la Commission des Cartes de presse, la requête introductive d'instance aurait également été signifiée au Conseil de Presse pour éviter que le recours ne soit déclaré caduc. Il estime toutefois que cette précaution ne pourrait pas être utilisée comme argument par les parties défenderesses pour soutenir qu'il aurait lui-même également supposé que le Conseil de Presse était un organe indépendant de l'Etat ayant une personnalité juridique propre. Il relève ensuite que dans la mesure où l'Etat pourrait se faire représenter soit par un délégué du gouvernement, soit par un avocat, il ne pouvait pas douter de la qualité du Conseil de Presse respectivement de la Commission des Cartes de presse au moment où Maître Decker s'est constitué pour ces derniers. Il

donne à considérer que contrairement à lui, qui aurait ignoré tout des jugements précités du tribunal administratif rendus le 28 mai 2008, le Conseil de Presse respectivement la Commission des Cartes de presse ayant été parties à ces litiges, ne pouvaient pas ignorer à la date du 3 juin 2008 que le tribunal administratif avait retenu qu'ils constituaient des organes de l'Etat et, partant, ils auraient dû déposer leurs mémoires en réponse et en duplique dans le délai légal. Le demandeur conclut partant à l'irrecevabilité du mémoire en réponse pour avoir été signifié et déposé tardivement.

Il convient tout d'abord de relever que par les trois jugements précités du 28 mai 2008, tels que confirmés en instance d'appel par la Cour administrative en date du 19 janvier 2009, il a été retenu que le Conseil de Presse et son émanation, la Commission des Cartes, sont des organes de l'Etat, dépourvus de la personnalité juridique et qu'ils n'ont partant pas la capacité pour ester en justice (cf. trib. adm. 28 mai 2004, n^{os} 22094, 22905, 22906 du rôle, Pas. adm. 2008, V^o Procédure contentieuse, n^{os} 125 et 126).

Conformément aux dispositions de l'article 4 (3) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le dépôt de la requête introductive d'instance, intervenu en l'espèce le 22 mai 2008, vaut signification du recours à l'Etat. Il se dégage par ailleurs du dossier que le recours sous examen fut effectivement transmis à l'Etat par courrier du greffe datant du 23 mai 2008.

Il s'ensuit que dans le chef de l'Etat, le délai de trois mois à compter de la signification de la requête introductive d'instance prévu à l'article 5 (1) de la loi précitée du 21 juin 1999 pour constituer avocat ou fournir sa réponse, a commencé à courir le 22 mai 2008 et, après avoir été suspendu entre le 16 juillet et le 15 septembre, a expiré le 22 octobre 2008.

Ledit délai a cependant expiré sans qu'un mémoire en réponse n'ait été déposé pour compte de l'Etat, de sorte que l'Etat ne figure pas comme partie à la présente instance.

Cette conclusion n'est pas éternée par les développements du Conseil de Presse et de la Commission des Cartes de presse tendant à justifier leur propre capacité à agir, fondés sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissant le droit à un procès équitable et la capacité passive d'ester en justice, étant donné que, au-delà de la question de l'applicabilité de cette disposition de droit international au vu de son champ d'application, ces organes, en tant qu'organes étatiques sans personnalité juridique distincte de l'Etat, n'avaient pas la capacité à intervenir au présent litige en leur nom propre. Il convient d'ajouter que ces organes ne pouvaient pas ignorer leur situation juridique, étant donné qu'au-delà de l'existence d'un texte de loi clair et sans équivoque existant en la matière, les jugements précités du tribunal administratif ont été rendus en date du 28 mai 2008, soit après le dépôt de la requête introductive d'instance au greffe du tribunal administratif, mais avant la signification de la requête au Conseil de Presse en date du 3 juin 2008, de sorte qu'il leur aurait appartenu de se concerter avec leur autorité de tutelle pour décider de la suite à donner au recours introduit par Monsieur

Il s'ensuit que le mémoire en réponse, ainsi que les mémoires subséquents, à savoir le mémoire en réplique et le mémoire en duplique, sont à écarter des débats.

Même en l'absence de mémoire en réponse fourni pour compte de l'Etat dans le délai légal, le tribunal est néanmoins appelé à statuer contradictoirement à l'égard de toutes les parties, ceci conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi précitée du 21 juin 1999.

Ceci étant, bien que le demandeur ne se trouve ainsi pas confronté à un contradicteur, il n'en reste pas moins que le tribunal doit examiner la recevabilité du recours ainsi que les mérites des différents moyens soulevés, cet examen comportant, entre autres, le cas échéant, un contrôle de l'applicabilité des dispositions légales invoquées par le demandeur aux données factuelles apparentes de l'espèce, c'est-à-dire que le tribunal doit qualifier la situation de fait telle qu'elle apparaît à travers les informations qui lui ont été soumises par rapport à la règle légale applicable.

Quant à la recevabilité du recours, l'article 29 de la loi du 8 juin 2004 instaure expressément un recours au fond en matière de décisions de la Commission des Cartes du Conseil de Presse, de sorte que le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit en ordre principal, qui est encore recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi. Le recours subsidiaire en annulation est partant irrecevable.

Quant au fond, le demandeur fait exposer que son activité journalistique n'aurait pas changé depuis qu'il se serait vu délivrer, à partir de l'année 1998, le titre professionnel de journaliste à la suite d'une décision de la commission d'appel du Conseil de Presse du 18 janvier 1999. Il soutient que la loi du 8 juin 2004 n'aurait pas fondamentalement changé les conditions d'octroi du titre professionnel de journaliste par rapport au régime ayant existé sous l'empire de l'ancienne loi du 20 décembre 1979 précitée. Il serait dès lors incompréhensible que le Conseil de Presse lui ait refusé en 2008 la délivrance d'une carte de presse sur la base d'une loi entrée en vigueur en 2004, alors que durant quatre ans, il aurait été considéré comme remplissant les conditions légales.

En se référant ensuite à l'article 3.6 de la loi du 8 juin 2004 qui définit ce qu'est un journaliste, le demandeur expose qu'il serait chargé d'éducation au Lycée Michel Rodange. Toutefois, ses activités journalistiques indépendantes lui prendraient au moins autant, sinon plus de temps que son activité de chargé de cours et sa rémunération provenant de son activité journalistique indépendante serait équivalente à celle de chargé de cours. Il explique qu'il ferait des émissions de radio socio-éducatives avec des étudiants pour des étudiants pour le compte de la radio 100,7. Il exercerait une fonction de rédacteur en chef en définissant les sujets, en soumettant la ligne éditoriale et en encadrant une équipe de futurs journalistes. Il serait également en charge de la mise en place d'un dispositif d'enregistrement et de retransmission par internet pour le compte des P&T de SchoulTV. Il se chargerait aussi sur internet de la réalisation et de la rédaction de différents sites ayant pour objet des événements familiaux. Il ajoute qu'il aurait été contacté par le ministère de l'Education nationale en sa qualité de journaliste pour émettre un avis sur le kit « Presse à l'école » élaboré par le Conseil de Presse et qu'il aurait été engagé il y a peu par l'asbl Video Center en tant que conférencier pour donner des cours sur les médias aux adultes. Le demandeur insiste encore sur le fait qu'il perdrait sa crédibilité pour présenter ces cours, s'il ne pouvait pas se référer à son titre de journaliste et sa carte de presse et avoir accès aux nouveaux films et aux informations relatives aux producteurs et régisseurs. Il en conclut qu'il pourrait être considéré comme

exerçant les fonctions de journaliste et d'éditeur. Le titre de journaliste lui permettrait en outre de faire son travail avec le sérieux nécessaire et d'avoir accès aux informations du Service d'information et de Presse de l'Etat.

Le demandeur conclut qu'il remplirait les conditions édictées par l'article 31 de la loi du 8 juin 2004 pour se voir délivrer une carte de presse. Ainsi, il devrait être considéré comme journaliste au sens de ladite loi, dans la mesure où il exercerait à titre régulier une activité générant des revenus substantiels en tant qu'indépendant pour le compte d'un éditeur qui consiste dans la collecte, l'analyse, le commentaire et le traitement rédactionnel d'informations. Il pourrait, en ordre subsidiaire, être considéré comme journaliste en raison de sa qualité d'éditeur qui participe personnellement et de manière régulière à la collecte, l'analyse, le commentaire et le traitement rédactionnel d'informations. Il affirme en outre qu'il aurait l'âge de la majorité et qu'il jouirait de ses droits civils, de même qu'il n'exercerait ni commerce, ni activité ayant pour objet principal la publicité.

Etant donné que le tribunal est saisi d'un recours en réformation en la présente matière, il est amené à apprécier la décision déférée quant à son bien-fondé et à son opportunité, avec le pouvoir d'y substituer sa propre décision impliquant que cette analyse s'opère au moment où il est appelé à statuer et suivant les éléments de fait et de droit présentement acquis.

En l'espèce, il se dégage des termes de la décision déférée que pour refuser la délivrance d'une carte de journaliste au titre de l'année 2008 à Monsieur ..., la Commission des Cartes de presse s'est fondée sur ce que celui-ci ne remplissait pas les conditions énoncées dans les articles 3.6 et 31 de la loi du 8 juin 2004, notamment en ce qui concerne son activité principale comme chargé d'éducation au Lycée Michel Rodange. Elle a estimé que la réalisation par Monsieur ... d'émissions, telles que Schüler-Radio et Schüler-TV avec des étudiants dans le cadre d'un établissement d'enseignement secondaire, tout comme ses activités accessoires, ne constitueraient pas un travail journalistique auprès ou pour le compte d'un éditeur au sens de l'article 3.3 de la loi du 8 juin 2004.

Les conditions d'attribution de la carte de journaliste sont fixées à l'article 31 de la loi du 8 juin 2004 qui dispose que *« l'octroi d'une carte de journaliste constitue une attestation de l'exercice du métier de journaliste et est subordonné aux conditions suivantes :*

- 1) avoir la qualité de journaliste au sens de la loi,*
- 2) avoir l'âge de la majorité,*
- 3) ne pas être déchu, au Grand-Duché de Luxembourg, en tout ou en partie, des droits civils énumérés à l'article 11 du Code pénal et n'avoir encouru à l'étranger une condamnation qui, si elle avait été prononcée au Grand-Duché de Luxembourg, aurait entraîné la déchéance de tout ou partie de ces droits,*
- 4) n'exercer aucun commerce ni activité ayant pour objet principal la publicité. »*

Il convient tout d'abord de relever que les conditions énoncées à l'article 31 sub 2) à sub 4) ne sont pas litigieuses en l'espèce, étant donné que la Commission des Cartes, pour refuser la carte de presse à Monsieur ..., s'est contentée en substance à lui dénier la

qualité de journaliste.

La notion de journaliste est définie à l'article 3.6 de la loi du 8 juin 2004 qui indique que le journaliste est « *toute personne qui exerce à titre principal une activité rémunérée ou qui exerce à titre régulier une activité générant des revenus substantiels, que ce soit en tant que salarié ou en tant qu'indépendant, auprès ou pour le compte d'un éditeur et qui consiste dans la collecte, l'analyse, le commentaire et le traitement rédactionnel d'informations ;*

Est assimilé au journaliste l'éditeur, personne physique, qui participe personnellement et de manière régulière à la collecte, l'analyse, le commentaire et au traitement rédactionnel d'informations ».

Aux termes de l'article 3.3 de la loi du 8 juin 2004, est éditeur « *toute personne physique ou morale qui, à titre d'activité principale ou régulière, conçoit et structure une publication, en assume la direction éditoriale, décide de la mettre à la disposition du public en général ou de catégories de publics par la voie d'un média et ordonne à cette fins sa reproduction ou multiplication ».*

Il y a lieu de relever que le simple fait que le demandeur est titulaire depuis 1999 d'une carte de presse ne constitue pas une raison suffisante pour se voir accorder une carte de presse au titre de l'année 2008, d'autant plus qu'au vœu de l'article 2 du règlement grand-ducal du 19 décembre 2003, la carte de presse a une durée de validité d'une année et qu'elle est délivrée au journaliste professionnel et renouvelée annuellement suite à la révision par le Conseil de Presse de la liste des journalistes professionnels officiellement reconnus.

En ce qui concerne les activités journalistiques invoquées par le demandeur, force est au tribunal de constater que le demandeur se fonde, d'une part, sur son activité comme chargé d'éducation au Lycée Michel Rodange et, d'autre part, sur des activités indépendantes.

Quant aux activités de chargé de cours, le tribunal est amené à retenir qu'en l'état actuel d'instruction du dossier, le demandeur ne saurait se voir reconnaître la qualité de journaliste et partant se voir délivrer une carte de presse sur la base de ce qu'il organise et dirige avec et pour des élèves des émissions de radio et de télévision via internet. En effet, le demandeur reste en défaut de démontrer que ces activités soient exercées à titre principal et contre rémunération, ou qu'elles soient exercées à titre régulier et générant des revenus substantiels. D'après les éléments du dossier, ces activités s'inscrivent dans le cadre de son activité d'enseignant sur les médias au sein du Lycée Michel Rodange. Or, un établissement scolaire ne saurait être considéré comme un éditeur au sens de l'article 3.3 de la loi du 8 juin 2004. Le fait que ces émissions socio-éducatives soient prétendument faites pour le compte de la chaîne de radio 100,7 n'enlève rien à ce constat, étant donné qu'elles s'inscrivent dans le cadre de l'activité d'enseignant du demandeur.

En ce qui concerne les autres activités mises en avant par le demandeur pour prétendre à la qualité de journaliste, celui-ci invoque des activités de réalisation et de rédaction de différents sites ayant pour objet des événements familiaux (baptême, communion, mariage décès etc.), ainsi que la rédaction d'un avis sur le kit « Presse à l'école » à la demande du ministère de l'Éducation nationale. Il invoque encore son

engagement par l'asbl Info-Video-center en tant que conférencier pour donner des cours sur les médias. Il soutient ainsi qu'il définirait les thèmes à traiter et les lignes éditoriales, qu'il effectuerait les recherches et qu'il préparerait les sujets qui seraient ensuite diffusés par radio, par télévision et par internet.

En ce qui concerne tout d'abord les deux premières activités, il y a lieu de relever qu'elles ne sont étayées par aucune pièce, de sorte qu'elles ne sauraient être prises en considération dans l'appréciation de la qualité de journaliste de Monsieur

Quant à son activité pour le compte de l'asbl Info-Videocenter (actuellement Erwuessebildung asbl), le demandeur se borne à verser une attestation du directeur de cette association qui fait état de ce que le demandeur a été engagé le 15 avril 2008 pour s'occuper de la médiathèque de l'association, de l'organisation d'événements ayant pour objet les médias et les enfants, ainsi que la conception et la réalisation d'un site sur internet d'informations sur les activités de l'association. Il ressort encore de cette attestation que le demandeur a été engagé à mi-temps et que sa rémunération correspond à celle des fonctionnaires de l'Etat de la carrière supérieure ayant une ancienneté de 10 ans.

Il convient toutefois de retenir que les activités de Monsieur ... au sein de cette association qui comportent, d'une part, le fait de donner des cours sur les médias à des adultes et, d'autre part, la conception et la réalisation d'un site d'informations sur internet lié à l'objet de cette association, ne peuvent être regardés comme l'exercice de la profession de journaliste auprès d'un éditeur au sens de la loi du 8 juin 2008.

Il suit de ce qui précède que Monsieur ... n'est pas, en l'état actuel d'instruction du dossier, fondé à prétendre à la qualité de journaliste et que c'est partant à bon droit que la Commission des Cartes du Conseil de Presse lui a refusé la délivrance d'une carte de journaliste au titre de l'année 2008.

Partant, le recours en réformation est à rejeter comme non fondé.

Au vu de l'issue du litige, la demande en allocation d'une indemnité de procédure de 500 euros formulée par le demandeur sur la base de l'article 33 de la loi précitée du 21 juin 1999 est à rejeter comme étant non fondée.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

écarte des débats le mémoire en réponse, le mémoire en réplique ainsi que le mémoire en duplique ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

déclare le recours subsidiaire en annulation irrecevable ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 22 juillet 2009 par le premier vice-président, en présence
du greffier en chef Arny Schmit.

s. Schmit

s. Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 22.7.2009

Le Greffier du Tribunal administratif